

**Aménagement de la Route Départementale n° 939
entre Soyaux et Sainte-Catherine**

**Giratoire du Grand Lac
Terrassements préalables
et déplacement des réseaux**

Communes de
SOYAUX, GARAT

Canton de
SOYAUX

**DOSSIER DE CONSULTATION
DES ENTREPRISES**

**1 - Acte d'engagement -
Clauses administratives particulières**

MAITRE D'OUVRAGE : DEPARTEMENT DE LA CHARENTE
Direction de l'Aménagement et de l'Education
Hôtel du Département
31, Boulevard Emile Roux
16917 ANGOULEME cedex 9

OBJET DU MARCHE :

Aménagement de la Route Départementale n°939 entre Soyaux et Sainte-Catherine
Giratoire du Grand Lac, terrassements préalables et déplacement de réseaux

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE N° :

passé en vertu des dispositions de l'articles 27.III.1 et 28 du Code des marchés publics.

Entre les soussignés :

M. le Président du Conseil Général, ou son représentant, agissant en vertu d'une
délibération en date du : 20 Mars 2008

ET

M.

représentant :

Siège social :

.....

N° SIRET :

Adresse agence :

.....

N° de téléphone :

N° de compte à créditer (23 chiffres) :

Joindre un R.I.B

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT

Après avoir produit les documents et attestations visés à l'article 45 du code des marchés publics, le titulaire du marché s'engage envers le Département de la Charente à exécuter les prestations objets du présent marché aux conditions stipulées aux articles suivants, à la condition que la notification du marché intervienne dans un délai de 90 jours à compter de la signature de l'acte d'engagement par ses soins.

ARTICLE 2 : MONTANT DU MARCHE

Le montant du marché est arrêté à la somme de (en toutes lettres) :

Montant H.T :

T.V.A 19,6 % :

Montant T.T.C :

ARTICLE 3 : DELAI

Les prestations du marché devront être réalisées, conformément aux stipulations du marché, dans un délai de **1 mois** à compter de :

- la notification d'un ordre de service prescrivant leur commencement.

A titre indicatif ces travaux sont prévus d'être réalisés à l'été 2009.

Remarque : Le début de ces travaux est totalement lié aux résultats de la mission archéologique préalables.

| |
|--|
| <h3><u>CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</u></h3> |
|--|

ARTICLE 4 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet : les travaux de terrassement préalables et de déplacement de réseaux pour le giratoire du Grand Lac sur la Route Départementale n°939 à Soyaux.

ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONTRACTUELS (par ordre de priorité) :

- 1. Le présent acte d'engagement comprenant des clauses administratives particulières ;
- 2. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;
- 3. le bordereau des prix ;
- 4. le détail estimatif ;
- 5. le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G) ;
- 5. le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicable aux marchés de travaux en vigueur à la date de passation du présent marché ;
- 6. le SOGED/PPGED ;
- 7. le mémoire technique.

ARTICLE 6 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

les prestations à réaliser sont celles figurant dans le bordereau des prix et le détail quantitatif estimatif.

ARTICLE 7 : CONDITIONS DE RECEPTION ET DE VERIFICATION

La vérification et la réception des travaux se dérouleront conformément aux termes du C.C.A.G.

ARTICLE 8 : DELAI DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Sans objet.

ARTICLE 9: VARIATION DANS LES PRIX

Le marché est passé à prix ferme.

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la signature de l'acte d'engagement par les soins du titulaire.

Le prix ferme sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date de remise de l'offre(ou mois d'établissement du prix initial) et la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations.

Cette actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation (C1) donné par la formule :

$$C1 = \frac{I_m - 3}{I_0}$$

dans laquelle:

I_0 : index du mois m_0 (mois d'établissement des prix).

$I_m - 3$: index du mois antérieur de trois mois au mois «m» contractuel de commencement d'exécution des prestations.

Ce mois «m» est celui de l'accusé de réception par le titulaire, soit de la notification de son marché, soit de la décision prescrivant le commencement de l'exécution, soit de la date de commencement portée sur la décision.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index national.

TP 03 – Terrassements généraux

publié au bulletin officiel du service des prix et au Moniteur des travaux publics pour l'index TP

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

ARTICLE 10 : AVANCE

Une avance est versée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 11.6 4ème paragraphe du CCAG, le montant de l'avance n'est pas affecté par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Son montant est égal à 5 % du montant, toutes taxes comprises, des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois après la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 12 ci-dessous compté à partir de cette date.

Toutefois, le titulaire doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance.

Si cette garantie est constituée après la date génératrice du paiement de l'avance, le délai global de paiement est compté à partir de la date de dépôt de la garantie.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Le remboursement de l'avance est pris en compte après les postes a b définis à l'article 13-21 du CCAG.

Dans le cas où le montant prévisionnel des sommes à payer directement à un sous-traitants dépasse le seuil fixé à l'article 87 du CMP, une avance peut lui être versée. Le titulaire transmet immédiatement à la PRM la demande de versement émise par le sous-traitant.

ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE

Il ne sera pas exigé de retenue de garantie de la part du titulaire.

ARTICLE 12 : PAIEMENTS

Le règlement des sommes dues au titre du présent marché interviendra :

- en une seule fois après achèvement des travaux ;

Le délai de paiement des sommes dues est de 40 jours à compter de la réception du projet de décompte.

En cas de dépassement du délai global de paiement, Le taux des intérêts moratoires est celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

Le mode de paiement est le virement administratif au compte figurant en page 1.

ARTICLE 13 : PENALITES DE RETARD

Le montant des pénalités en cas de retard dans l'exécution des travaux sera calculé sur la base de 1/1000 ème du montant du marché par jour calendaire de retard.

ARTICLE 14 : NANTISSEMENT ET CESSION

Article 106 et suivants du Code des marchés publics :

Comptable public assignataire chargé des paiements : M. le Payeur Départemental

Personnalité compétente pour fournir les renseignements énumérés à l'article 109 du Code des marchés publics : M. le Président du Conseil Général ou son représentant

ARTICLE 15 : DEROGATIONS

L'article 5 du présent document déroge à l'article 3 du C.C.A.G

ARTICLE 16 : RESILIATION

Les conditions de résiliation du présent marché, sont celles fixées par le CCAG, articles 46, 47, 48, et 49.

Fait en un seul original
à
le
mention manuscrite
"lu et approuvé"
signature de l'entrepreneur

Est acceptée la présente offre
pour valoir acte d'engagement
Le représentant légal du Maître d'Ouvrage
A ANGOULEME, le

ANNEXE N°... A L'ACTE D'ENGAGEMENT

EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Demande d'acceptation d'un sous-traitant et conditions de paiement du contrat de sous-traitance

MARCHE

- titulaire :
- objet :

PRESTATIONS SOUS-TRAITEES

- nature :
- montant T.V.A. comprise :

SOUS-TRAITANT

- nom, raison ou dénomination sociale :
- entreprise individuelle ou forme juridique de la société :
.....
- N° d'identité d'établissement (SIRET) :
- N° d'inscription au registre du commerce et des sociétés :
(Remplacer, s'il y a lieu, "registre du commerce et des sociétés" par "répertoire des métiers")
.....
- adresse :
- compte à créditer (établissement de crédit, agence ou centre, n° de compte)
.....

CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

- modalités de calcul et de versement des avances et acomptes :
.....
- date (ou mois) d'établissement des prix :
- modalités de variation des prix :
- stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :
.....
.....

AUTRES RENSEIGNEMENTS

- personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du Code des Marchés Publics :
M. le Président du Conseil Général
- comptable assignataire des paiements :
M. le Payeur Départemental

**Le représentant légal du
Pouvoir Adjudicateur**

Le Prestataire